

2° l'organisation et l'effectif d'une permanence téléphonique pour l'éclairage défectueux, perturbé ou incommode;

3° l'établissement des dossiers d'adjudication pour l'achat de l'infrastructure d'éclairage public et des pièces de rechange;

4° l'assistance aux communes concernées lors de l'établissement de leur dossier d'adjudication pour l'achat d'énergie au profit de l'éclairage public;

5° le fait de réaliser ou de faire réaliser un audit énergétique tous les cinq ans, en ce qui concerne l'éclairage public qui est situé dans la zone géographique du gestionnaire de réseau;

6° l'organisation annuelle d'actions visant à promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'éclairage public, exécutées dans le cadre des actions REG des gestionnaires de réseau, en application de l'article 4, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 mars 2002 relatif aux obligations de service public en vue de promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie;

7° la sensibilisation des communes situées dans la zone géographique du gestionnaire de réseau, dans le domaine de la nuisance lumineuse de l'éclairage public.

L'audit quinquennal, visé au 5° de l'alinéa premier, est effectué pour la première fois en 2005. Le rapport établi à l'occasion d'un audit énergétique, est chaque fois transmis au Ministre flamand qui a la politique de l'énergie dans ses attributions, avant le 1^{er} juin. Le Ministre arrête les données à reprendre dans le rapport.

Art. 4. Les frais des travaux, visés à l'article 3, 1° à 7° inclus, sont considérés comme des frais résultant des obligations de service public du gestionnaire de réseau en tant que gestionnaire de réseau.

Tous autres frais et particulièrement les frais pour l'installation ou l'extension de l'éclairage public, les frais des pièces de rechange, y compris les lampes, les frais de la fourniture d'énergie, les frais de raccordement du réseau d'éclairage au réseau de distribution, et les frais de transport et de distribution de l'énergie électrique nécessaire, ne font pas partie des frais visés à l'alinéa premier.

Art. 5. Le Ministre flamand qui a la Politique de l'énergie dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 mars 2004.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

B. SOMERS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics et de l'Energie,

G. BOSSUYT

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2004 — 1291

[C — 2003/29022]

26 NOVEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 décembre 1991 fixant les règles suivant lesquelles est déterminée l'expérience utile ou professionnelle visée à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991, relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, notamment l'article 2, 4^e et 5^e alinéas;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 2000;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 septembre 2000;

Vu le protocole n° 235 du Comité de Secteur XVII conclu le 12 octobre 2000;

Vu l'avis du Conseil de direction donné le 28 mai 2001;

Vu l'avis 31.101/4 du Conseil d'Etat donné le 28 mars 2001;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;
Vu la délibération du Gouvernement du 26 novembre 2003,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, il est inséré un article 2 bis rédigé comme suit :

« Art. 2bis. L'expérience utile visée aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 2 est constituée par les activités exercées dans les secteurs suivants :

1° les services agréés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 7 décembre 1987 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux personnes et services assurant des mesures d'encadrement pour la protection de la jeunesse :

- Service résidentiel;
- Service de placement familial;
- Centre d'Orientation éducative (COE);
- Service organisant des prestations éducative ou philanthropique (SPEP);
- Service de protutelle;

2° les services conventionnés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 décembre 1989 fixant les conditions auxquelles les subsides peuvent être octroyés aux organismes collaborant à la protection de la Jeunesse : les services d'action en milieu ouvert ou les services d'aide en milieu ouvert;

3° les services agréés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1990 déterminant les conditions particulières d'agrément et de subventions pour la création de centres d'accueil d'urgence au sein des services résidentiels : les centres d'accueil d'urgence.

En ce qui concerne les secteurs visés aux 1° à 3° inclus, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le pouvoir organisateur du service où le candidat a exercé des activités;

4° le groupe d'institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française ou les institutions publiques qui en exerçaient auparavant les compétences.

- Institution publique de protection de la jeunesse de Braine-le-Château;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Fraipont;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Jumet;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Saint-Servais;
- Institution publique de protection de la jeunesse de Wauthier-Braine.

5° l'administration centrale de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse ou l'administration centrale de l'administration qui en exerçait auparavant les compétences;

6° la fonction d'inspecteur chargé d'inspecter les placements et les établissements (Ministère de la Justice) ou la fonction d'inspecteur au sein de la Direction générale de l'Aide à la Jeunesse ou l'administration qui en exerçait auparavant les compétences;

7° la fonction de conseiller de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse dans les services de l'Aide à la jeunesse ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse dans les services de protection judiciaire;

8° les services sociaux auprès des comités de protection de la jeunesse ou le service de l'aide à la jeunesse, en ce compris l'exercice complémentaire de la fonction de délégué bénévole pendant une durée maximale de deux ans;

9° les services sociaux auprès des tribunaux de la jeunesse ou le service de protection judiciaire, en ce compris l'exercice complémentaire de la fonction de délégué bénévole pendant une durée maximale de deux ans;

10° le centre public d'information, de formation et de perfectionnement de secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ou le centre qui en exerçait auparavant les compétences.

En ce qui concerne les secteurs visés aux 4° à 10° inclus, l'expérience utile est prouvée par une attestation signée par le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale du Personnel du Ministère de la Communauté française ou, s'il échet, par le fonctionnaire général dirigeant l'administration compétente au sens de l'article 1^{er}, 13°, du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la Jeunesse.

11° les institutions agréées dans le cadre du fonds de soins médico-soci-opédagogiques pour handicapés qui accueillent les enfants du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

12° les maisons maternelles et les pouponnières agréées par l'O.N.E. qui accueillent les enfants du secteur de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

13° les services agréés dans le cadre de l'arrêté royal du 20 mars 1975 relatif à l'agrément des services de santé mentale et à l'octroi de subventions en leur faveur;

14° les équipes pluridisciplinaires, spécialisées dans le dépistage et le traitement des enfants victimes de mauvais traitements, de privations ou de graves négligences, agréées par l'O.N.E. dans le cadre du décret du 29 avril 1985 relatif à la protection des enfants maltraités;

15° les centres psycho-médico sociaux;

En ce qui concerne les secteurs visés aux 11° à 15° inclus, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le responsable des services et des équipes pluridisciplinaires au sein desquels le candidat a exercé des activités.

16° l'enseignement universitaire ou non universitaire qui s'adresse aux futurs criminologues, assistants sociaux, éducateurs A1 ou psycho-pédagogues pour autant que les cours dispensés concernent les matières spécialisées en rapport direct avec le diplôme à conférer.

En ce qui concerne le secteur visé au 16°, l'expérience utile est prouvée, par une attestation établie par le pouvoir organisateur dont relève l'université ou l'établissement concerné.

17° le tribunal de la jeunesse : juges de la jeunesse ou membres du parquet de la jeunesse.

En ce qui concerne le secteur visé au 17°, l'expérience utile est prouvée pour les juges de la jeunesse, par une copie de leur arrêté de nomination certifiée conforme par l'administration de la justice, et pour les membres du parquet de la jeunesse, par une attestation émanant du procureur du Roi;

18° le barreau, lorsque le candidat peut fournir la preuve d'actions régulières et constantes auprès du tribunal de la jeunesse dans le secteur de la protection de la jeunesse.

En ce qui concerne le secteur visé au 18°, l'expérience utile est prouvée par une attestation émanant du bâtonnier.

19° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 avril 1995 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide en milieu ouvert.

En ce qui concerne le secteur visé au 19°, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le pouvoir organisateur du service où le candidat a exercé des activités;

20° les organismes agréés dans le cadre de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 juillet 1991 relatif à l'agrément des organismes d'adoption;

21° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes privés de formation et de perfectionnement du personnel des services agréés;

22° les centres de jour agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions pour les centres de jour;

23° les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'aide aux enfants victimes de maltraitements;

24° les centres de premier accueil agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres de premier accueil;

25° les centres d'accueil d'urgence agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil d'urgence;

26° les centres d'accueil spécialisés agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

27° les centres d'observation et d'orientation agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'observation et d'orientation;

28° les centres d'orientation éducative agréés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'orientation éducative;

29° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en oeuvre un projet pédagogique particulier;

30° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de protection;

31° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial;

32° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'aide en milieu ouvert;

33° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accueil et d'aide éducative;

34° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services d'aide et d'intervention éducative;

35° les services agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de prestations éducatives ou philanthropiques;

36° les organismes agréés dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 relatif à l'agrément des organismes d'adoption;

37° les équipes « S.O.S. - Enfants » et les services « Ecoute - Enfants » qui ont fait l'objet d'un agrément par le Gouvernement en application des articles 13 et 14 du décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements.

En ce qui concerne les secteurs visés aux 20° à 37° inclus, l'expérience utile est prouvée par une attestation établie par le pouvoir organisateur du service où le candidat a exercé ses activités;

38° les services placés sous la direction du délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juillet 1991 instituant un délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse, tel que modifié.

En ce qui concerne le secteur visé au 38°, l'expérience utile est prouvée par une attestation signée par le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale du Personnel du Ministère de la Communauté française;

39° le service de médiation tel qu'il est défini aux articles 34 à 39 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives.

En ce qui concerne le secteur visé au 39°, l'expérience utile est prouvée par une attestation signée par le Président de la Commission des discriminations positives.

Pour les activités exercées à temps partiel, l'expérience utile est réduite à due concurrence. »

Art. 2. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 décembre 1991 fixant les règles suivant lesquelles est déterminée l'expérience utile ou professionnelle visée à l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 novembre 1991 portant certaines dispositions statutaires applicables aux agents exerçant les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du titre V du décret du 4 mars 1991, relatif à l'aide à la jeunesse, est abrogé.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur beige*.

Bruxelles, le 26 novembre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
C. DUPONT

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1291

[C — 2003/29022]

26 NOVEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de bepaling van de nuttige ervaring of de beroepservaring waarvan sprake in artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 2, leden 4 en 5;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 20 juli 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 5 september 2000;

Gelet op het protocol nr. 235 van het Comité van Sector XVII gesloten op 12 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Directieraad gegeven op 28 mei 2001;

Gelet op het advies 31.101/4 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2001;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 26 november 2003,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *2bis*. De nodige ervaring bedoeld in de leden vier en vijf van artikel 2 bestaat uit de activiteiten die in de volgende sectoren uitgeoefend worden :

1° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 7 december 1987 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan de personen en diensten belast met begeleidingsmaatregelen voor de jeugdbescherming :

- Residentiële dienst;
- Dienst voor plaatsing in gezinnen;
- Centrum voor opvoedkundige voorlichting;
- Dienst voor opvoedkundige of filantropische prestaties;
- Dienst voor vervangende voogdij;

2° de diensten die geconventionneerd zijn in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 december 1989 houdende vaststelling van de voorwaarden waaronder toelagen kunnen worden verleend aan instellingen die aan de jeugdbescherming medewerken : de actiediensten in open milieu of de diensten voor hulpverlening in open milieu;

3° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1990 tot bepaling van de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van de toelagen voor de oprichting van centra voor dringende opvang binnen de residentiële diensten : de diensten voor dringende opvang.

Voor de sectoren bedoeld in 1° tot en met 3°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest opgesteld door de inrichtende macht van de dienst waar de kandidaat zijn activiteiten heeft uitgeoefend;

4° de groep open of gesloten overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap of de overheidsinstellingen die voordien de bevoegdheden ervan uitoefenden.

Overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van Kasteelbrakel;

Overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van Fraipont;

Overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van Jumet;

Overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van Saint-Servais;

Overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van Woutersbrakel.

5° het hoofdbestuur van de Algemene directie voor Hulpverlening aan de Jeugd of het hoofdbestuur van het bestuur dat voordien de bevoegdheden ervan uitoefende;

6° het ambt van inspecteur belast met het inspecteren van de plaatsingen en inrichtingen (Ministerie van Justicie) of het ambt van inspecteur binnen de Algemene directie voor Hulpverlening aan de Jeugd of het bestuur dat voordien de bevoegdheden ervan uitoefende;

7° het ambt van adviseur voor hulpverlening aan de jeugd en adjunct-adviseur voor hulpverlening aan de jeugd op de diensten voor Hulpverlening aan de Jeugd of de directeur van hulpverlening aan de jeugd en de adjunct-directeur voor hulpverlening aan de jeugd in de diensten voor gerechtelijke bescherming;

8° de maatschappelijke diensten bij de comités voor bescherming van de jeugd of de dienst voor hulpverlening aan de jeugd, met inbegrip van de aanvullende uitoefening van het ambt van vrijwillige afgevaardigde tijdens een maximale duur van twee jaar;

9° de maatschappelijke diensten bij de jeugdrechtbanken of de diensten voor gerechtelijke bescherming, met inbegrip van de aanvullende uitoefening van het ambt van vrijwillige afgevaardigde tijdens een maximale duur van twee jaar;

10° het overheidscentrum voor informatie, vorming en vervolmaking van de sector van de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming of het centrum dat voordien de bevoegdheden ervan uitoefende.

Voor de sectoren bedoeld in 4° tot en met 10°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest ondertekend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene directie voor het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of, in voorkomend geval, door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van het bevoegde bestuur in de zin van artikel 1, 13°, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

11° de instellingen die erkend zijn in het kader van het fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten die kinderen van de sector van de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming opvangen;

12° de gezinsvervangende tehuizen en dag- en nachtverblijven die door de O.N.E. erkend zijn en kinderen opvangen uit de sector van de hulpverlening aan de jeugd en van de jeugdbescherming;

13° de diensten die erkend zijn in het kader van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

14° de multidisciplinaire ploegen, gespecialiseerd in de opsporing en de behandeling van de kinderen die het slachtoffer zijn van mishandelingen, ontberingen of ernstige nalatigheid, erkend door de O.N.E. in het kader van het decreet van 29 april 1985 betreffende de bescherming van mishandelde kinderen;

15° de psycho-medisch-sociale centra;

Voor de sectoren bedoeld in 11° tot en met 15°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest dat opgesteld wordt door de verantwoordelijke van de diensten en de multidisciplinaire ploegen binnen welke de kandidaat zijn activiteiten heeft uitgeoefend.

16° het universitair of niet-universitair onderwijs dat zich richt tot de toekomstige criminologen, maatschappelijke assistenten, A1 opvoeders of psychopedagogen, voor zover de gegeven cursussen gespecialiseerde vakken betreffen die een direct verband hebben met het uit te reiken diploma.

Voor de sector bedoeld in 16°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest dat opgesteld wordt door de inrichtende macht van de betrokken universiteit of inrichting.

17° de jeugdrechtbank : jeugdrechters of leden van het jeugdparquet.

Voor de sector bedoeld in 17°, wordt de nuttige ervaring voor de jeugdrechters bewezen door een kopie van hun besluit tot benoeming dat eensluidend verklaard is door het gerechtelijk bestuur en voor de leden van het jeugdparquet, door een attest van de Procureur des Konings;

18° de balie, wanneer de kandidaat het bewijs kan leveren van regelmatige en constante handelingen bij de jeugdrechtbank in de sector van de jeugdbescherming.

Voor de sector bedoeld in 18°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest van de stafhouder.

19° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 april 1995 betreffende de erkenning van de diensten voor Hulpverlening in open milieu "Aide en milieu ouvert - AMO" en de toekenning van toelagen aan deze diensten.

Voor de sector bedoeld in 19°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest dat opgesteld wordt door de inrichtende macht van de dienst waar de kandidaat zijn activiteiten heeft uitgeoefend;

20° de instellingen erkend in het kader van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1991 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen;

21° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1995 tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning van private instellingen voor de vorming en de vervolmaking van het personeel van de erkende diensten en de toekenning van toelagen aan deze instellingen;

22° de dagcentra die erkend zijn krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de dagcentra;

23° de dagcentra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen, erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor hulpverlening aan mishandelde kinderen;

24° de centra voor eerste opvang erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor eerste opvang;

25° de centra voor dringende opvang erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor dringende opvang;

26° de gespecialiseerde opvangcentra erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra;

27° de centra voor observatie en oriëntering erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor observatie en oriëntering;

28° de centra voor opvoedkundige voorlichting erkend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de centra voor opvoedkundige voorlichting;

29° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die een bijzonder opvoedingsproject ten uitvoer brengen;

30° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor vervangende voogdij;

31° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor plaatsing in gezinnen;

32° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening in open milieu;

33° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvang en opvoedingshulp;

34° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor hulpverlening en educatief optreden;

35° de diensten erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor opvoedkundige of filantropische prestaties;

36° de instellingen erkend in het kader van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 betreffende de erkenning van de adoptie-instellingen;

37° de « S.O.S.-Enfants »-ploegen en de « Ecoute-Enfants »-diensten die erkend zijn door de Regering bij toepassing van de artikelen 13 en 14 van het decreet van 16 maart 1998 inzake hulpverlening aan mishandelde kinderen.

Voor de sectoren bedoeld in 20° tot en met 37°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest dat opgesteld is door de inrichtende macht van de dienst waar de kandidaat zijn activiteiten heeft uitgeoefend;

38° de diensten die onder leiding staan van de algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juli 1991 tot instelling van een algemeen afgevaardigde van de Franse Gemeenschap voor de rechten van het kind en voor hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd.

Voor de sector bedoeld in 38° wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest ondertekend door de ambtenaar-generaal die de leiding heeft van de Algemene directie voor het Personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

39° de dienst voor bemiddeling zoals bepaald bij de artikelen 34 tot 39 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie.

Voor de sector bedoeld in 39°, wordt de nuttige ervaring bewezen door een attest dat ondertekend wordt door de Voorzitter van de Commissie voor Positieve discriminatie.

Voor de activiteiten die halftijds uitgevoerd worden, wordt de nuttige ervaring verminderd in verhouding daartoe. »

Art. 2. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 december 1991 tot vaststelling van de regels voor de bepaling van de nuttige ervaring of de beroepservaring waarvan sprake in artikel 6 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 november 1991 houdende sommige statutaire bepalingen toepasselijk op de personeelsleden die de bevoegdheden van adviseur of van directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd uitoefenen ter uitvoering van titel V van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 26 november 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Ambtenarenzaken,
C. DUPONT